

1.2 Union européenne

La reprise de l'activité au sein de l'**Union européenne (UE)** se confirme en 2015 : le **produit intérieur brut (PIB)** progresse de 2,2 % en volume, après + 1,6 % en 2014. Toutefois, avec 22,2 % du PIB mondial, l'UE perd son statut de premier ensemble économique et passe derrière les États-Unis (24,5 %) tout en se maintenant devant la Chine (15,0 %). Ce recul de la part du PIB de l'UE s'explique en partie par un effet de taux de change : l'euro se déprécie d'environ 16 % en 2015 face au dollar. Si la production industrielle européenne augmente légèrement, + 4,0 % depuis 2010, sa croissance reste relativement lente par rapport aux autres pays membres du G20. Sur la même période, elle progresse de 11,3 % aux États-Unis et de plus de 24 % en Turquie. La part des dépenses de R&D est particulièrement élevée en Asie. Elle dépasse 4 % en Corée du Sud et atteint 3,6 % au Japon et 2,7 % aux États-Unis. Plus modeste dans l'UE (2 points de PIB), elle s'avère toutefois bien supérieure à celle de la Russie ou de l'Afrique du Sud (respectivement 1,2 et 0,7 point de PIB).

Si le solde des échanges de biens et services dépasse 3 points de PIB dans l'UE en 2015, il révèle toutefois de fortes disparités : il est largement excédentaire aux Pays-Bas (10,8 %) et en Allemagne (7,6 %) ; il est en revanche déficitaire en France (- 1,4 %) et au Royaume-Uni (- 2,1 %).

La structure démographique de l'UE est celle d'une économie développée, la part de la population âgée de 65 ans ou plus (18,9 % de la population totale) dépassant celle des moins de 15 ans (15,6 %). Avec un PIB par habitant de 37 829 dollars en 2015, l'UE occupe une position comparable à celle du Japon mais très en retrait à celle des États-Unis (56 066 dollars par habitant). Au sein de l'UE, le PIB par habitant, mesuré en **standard de pouvoir d'achat**, indique de fortes disparités : à l'exception du Luxembourg et de l'Irlande, le niveau supérieur s'établit à environ 125 % de la moyenne de l'UE dans les pays d'Europe du Nord, en Allemagne et en Autriche. À l'inverse, il est inférieur de plus de moitié à la moyenne de l'UE en Bulgarie (46 %).

Ces disparités se lisent également dans les **taux de chômage** : la moyenne de l'UE se situe à 9,4 % de la population active âgée de 15 à 74 ans, masquant des pics à 24,9 % en Grèce ou 22,1 % en Espagne, et des *minima* qui s'établissent à 4,6 % en Allemagne ou 5,3 % au Royaume-Uni. De même, le **taux d'emploi**, proportion des personnes employées parmi la population totale en âge de travailler, est de 65,6 % au sein de l'UE, mais il tombe à 55,8 % en Croatie et même à 50,8 % en Grèce, alors qu'il atteint 75,5 % en Suède ou 74,0 % en Allemagne et aux Pays-Bas. Malgré une accélération de l'activité économique en 2015, mais dans un contexte de chômage élevé, l'inflation est restée nulle en moyenne dans l'UE. ■

Définitions

Union européenne (UE) : association volontaire, économique et politique, de 28 États européens en 2015, visant à assurer le maintien de la paix en Europe et à favoriser le progrès économique et social. Sans équivalent dans le monde, l'UE est dotée d'institutions communautaires auxquelles les États membres délèguent ou transmettent l'exercice de certaines compétences. L'UE dispose ainsi de compétences propres dans des domaines comme la politique agricole commune, la pêche ou la politique commerciale. L'un des objectifs majeurs de la construction européenne, le marché intérieur, constitue un marché unique au sein duquel les biens, les services, les capitaux et les personnes doivent pouvoir circuler librement. L'euro est la monnaie commune de 19 États membres.

Dépense intérieure de recherche et de développement, indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), produit intérieur brut (PIB), standard de pouvoir d'achat (SPA), taux de chômage, taux d'emploi, Traité de Maastricht : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'UE en 2015 – Rapport général sur l'activité de l'Union européenne », Commission européenne, 2016.
- « The EU in the world », Eurostat, édition 2016.
- « Le commerce extérieur de l'Irlande en 2015 », Direction Générale du Trésor, mars 2016.
- « La France dans l'Union européenne », *Insee Références*, édition 2014.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Pays membres de l'UE en 2015

	Part de la population ayant moins de 15 ans en %	Part de la population ayant 65 ans ou plus en %	Taux d'emploi des 15 à 64 ans en %	Taux de chômage ¹ des 15 à 74 ans en %	PIB total en millions de SPA ²	PIB par habitant en SPA ²	Solde des échanges de biens et services en % du PIB	Variation annuelle des prix à la consommation ³ en %
Allemagne	13,2	21,0	74,0	4,6	2 939 434	36 000	7,6	0,1
Autriche	14,3	18,5	71,1	5,7	316 271	36 600	4,0	0,8
Belgique	17,0	18,0	61,8	8,5	378 359	33 700	1,7	0,6
Bulgarie	13,9	20,0	62,9	9,2	95 794	(p) 13 300	1,4	-1,1
Chypre	16,4	14,6	62,7	15,0	(p) 19 956	(p) 23 500	0,3	-1,5
Croatie	14,7	18,8	55,8	16,3	70 441	16 700	2,8	-0,3
Danemark	17,0	18,6	73,5	6,2	201 676	35 500	6,2	0,2
Espagne	15,2	18,5	57,8	22,1	(p) 1 215 096	(p) 26 200	2,5	-0,6
Estonie	16,0	18,8	71,9	6,2	27 804	21 200	4,2	0,1
Finlande	16,4	19,9	68,5	9,4	171 201	31 200	-0,5	-0,2
France	(p) 18,6	(p) 18,4	63,8	10,4	(p) 2 017 785	(p) 30 300	(p) -1,4	0,1
Grèce	14,5	20,9	50,8	24,9	(p) 220 074	(p) 20 300	(p) -0,2	-1,1
Hongrie	14,5	17,9	63,9	6,8	193 560	19 700	8,9	0,1
Irlande	(p) 22,1	(p) 13,0	63,3	9,4	230 389	49 600	31,8	0,0
Italie	13,8	21,7	56,3	11,9	1 669 486	27 500	3,1	0,1
Lettonie	15,0	19,4	68,1	9,9	36 573	18 500	-1,1	0,2
Lituanie	14,6	18,7	67,2	9,1	61 390	21 100	-0,6	-0,7
Luxembourg	16,7	14,2	(e) 66,1	6,4	44 251	77 800	33,0	0,1
Malte	14,3	18,5	63,9	5,4	10 959	25 400	2,9	1,2
Pays-Bas	16,7	17,8	74,1	6,9	(p) 623 583	(p) 36 800	10,8	0,2
Pologne	15,0	15,4	62,9	7,5	756 851	(e) 19 700	2,8	-0,7
Portugal	(e) 14,4	(e) 20,3	63,9	12,6	(e) 230 610	(e) 22 300	0,8	0,5
Rép. tchèque	15,2	17,8	70,2	5,1	263 413	25 000	6,2	0,3
Roumanie	(e) 15,5	(e) 17,0	61,4	6,8	(p) 323 485	(p) 16 300	(p) -0,5	-0,4
Royaume-Uni	(e) 17,7	(e) 17,7	72,7	5,3	2 058 050	31 600	-2,1	0,0
Slovaquie	15,3	14,0	62,7	11,5	120 307	22 200	2,4	-0,3
Slovénie	14,8	17,9	65,2	9,0	48 983	23 700	9,1	-0,8
Suède	17,3	19,6	75,5	7,4	348 762	35 600	4,8	0,7
UE	(e)(p) 15,6	(e)(p) 18,9	65,6	9,4	14 692 954	28 800	3,3	0,0

1. Moyenne annuelle.

2. Standard de pouvoir d'achat, unité de mesure facilitant les comparaisons internationales.

3. Taux de variation entre 2014 et 2015 de la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) global.

Source : Eurostat.

Situation de l'UE dans le monde

	PIB ¹ 2015 en dollars par habitant	Part du PIB mondial 2015 en %	Commerce de biens et services 2014 en % du PIB	Dépenses intérieures de R&D ² 2014	Production industrielle 2015 en base 100 en 2010	Consommation intérieure brute d'énergie 2013 en M de tonnes	Taux de chômage des 15 ans et plus ³ 2014 en %	Taux de chômage des 15 à 24 ans ⁴ 2014	Variation annuelle des prix à la consommation ⁵ 15/14 en %
Afrique du Sud	13 032	0,4	-2,0	0,7	...	141,3	24,9	51,3	4,5
Arabie saoudite	55 161	0,9	13,0	192,2	5,7	30,2	2,2
Argentine	(e) 20 861	0,8	0,0	0,6	...	80,6	7,3	18,8	10,6
Australie	(e) 45 821	1,7	0,0	2,1	113,3	129,1	6,1	13,3	1,5
Brésil	15 065	2,4	-3,0	...	89,1	293,7	6,8	17,0	9,0
Canada	44 310	2,1	-1,0	1,6	109,9	253,2	6,9	13,5	1,1
Chine	13 171	15,0	3,0	2,0	...	3 009,5	4,1	6,4	1,4
Corée du Sud	34 549	1,9	5,0	4,3	107,7	263,8	3,5	10,0	0,7
États-Unis	56 066	24,5	-4,0	2,7	111,3	2 188,4	6,2	13,4	0,1
Inde	4 159	2,9	-3,0	...	111,6	775,4	4,9	10,7	5,9
Indonésie	(e) 10 051	1,2	0,0	213,6	5,9	21,6	6,4
Japon	(e) 37 372	5,6	-3,0	3,6	97,4	454,7	3,6	6,3	0,8
Mexique	(e) 18 078	1,6	-1,0	0,5	109,7	191,3	4,9	9,6	2,7
Russie	(e) 24 469	1,8	7,0	1,2	107,3	730,9	5,2	13,7	15,5
Turquie	(e) 19 917	1,0	-4,0	1,0	124,3	116,5	9,9	17,8	7,7
UE	37 829	22,2	1,4	2,0	104,0	1 666,6	10,2	21,9	0,0

1. Données 2009 pour l'Inde ; 2011 pour le Brésil ; 2013 pour l'Indonésie et la Russie ; 2014 pour l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite et la Chine.

2. Dépenses intérieures brutes ; données 2012 pour l'Afrique du Sud ; données 2013 pour l'Australie et les États-Unis.

3. Données pour les principales villes et aires métropolitaines en Argentine ; personnes de 16 et plus enregistrées et vivant en aires urbaines en Chine.

4. Principales villes et aires métropolitaines pour l'Argentine ; personnes sans emploi et cherchant un emploi pour le Brésil ; données 2010 pour la Chine ; 16 à 24 ans pour les États-Unis ; données 2012 pour l'Inde ; données 2013 pour l'Indonésie.

5. Taux de variation annuel ; données 2013 pour l'Argentine.

Sources : Eurostat ; FMI ; OCDE.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page

Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (-0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à +0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à +0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2nd semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (-17,6 % sur un an, fin 2015) que pour les carburants (-9,3 % pour le gazole, -6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015

(-7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accroissent (-3,9 % fin 2015, après -2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (-0,2 % fin 2015, contre +0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+1,2 % en moyenne, après +1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+8,9 %, après +4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+0,6 %, après -0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+5,3 % en moyenne en 2015, après -4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2017 - Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2015

en % Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 15/14			Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 15/14		
	2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,0	0,2				Transport	1 504	-1,5	-1,1			
Ensemble (hors tabac)	9 801	0,0	0,0				Achats de véhicules	335	0,8	1,9			
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 495	0,4	0,5				Utilisation de véhicules personnels	890	-3,0	-2,2			
Produits alimentaires	1 360	0,5	0,6				Services de transport	279	0,9	-1,1			
Boissons non alcoolisées	135	-0,5	-0,6				Communications	257	0,4	1,0			
Boissons alcoolisées et tabac	367	0,6	0,6				Services postaux	18	8,9	8,8			
Boissons alcoolisées	168	0,9	1,1				Matériel de téléphonie et de télécopie	19	-11,3	-8,8			
Tabac	199	0,3	0,3				Services de téléphonie et de télécopie	220	0,6	1,2			
Habillement et chaussures	451	-0,9	-0,2				Loisirs et culture	792	0,2	0,9			
Habillement	350	-1,2	-0,3				Équipements audio-visuels,						
Chaussures y c. réparation	101	0,3	0,0				photo et informatiques	136	-4,3	-1,7			
Logement, chauffage, éclairage	1 441	0,4	-0,2				Autres biens durables (loisirs)	33	0,7	1,4			
Loyers d'habitation	609	0,6	0,5				Autres articles et équip. de loisirs	209	-0,1	0,7			
Entretien et réparation courante du log.	146	1,3	1,1				Services récréatifs et culturels	245	1,7	1,1			
Distribution d'eau et autres services	188	1,5	1,5				Presse, livres et papeterie	141	2,1	2,5			
Chauffage, éclairage	498	-0,6	-2,0				Voyages touristiques tout compris	28	1,2	5,4			
Meubles, équip. ménager, entretien maison	579	0,0	0,5				Éducation	23	1,5	1,2			
Meubles, tapis, revêtements de sol	159	0,1	0,4				Hôtellerie, cafés, restaurants	797	1,4	1,6			
Articles de ménage en textile	42	0,7	1,7				Restauration et cafés	613	1,3	1,3			
Appareils ménagers	86	-1,5	-0,6				Services d'hébergement	184	1,7	2,9			
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	63	0,2	1,4				Autres biens et services	1 286	1,2	1,2			
Outilage pour la maison et le jardin	56	0,6	0,2				Soins personnels	290	-0,2	0,1			
Entretien courant de l'habitation	173	0,1	0,6				Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,8	1,0			
Santé	1 008	-1,2	-1,4				Protection sociale	434	1,6	1,4			
Médicaments et produits pharmaceutiques	441	-3,4	-3,9				Assurances	250	2,6	2,9			
Médecine non hospitalière	567	0,5	0,5				Services financiers	67	0,7	0,7			
							Autres services	130	1,0	0,7			

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.

Note : base 100 en 2015.

Champ : ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2015

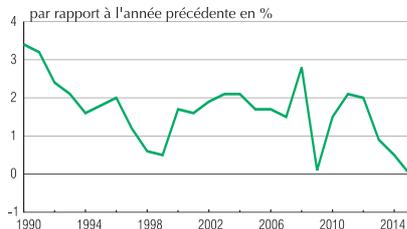
glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	15/14	Baisses	15/14
Pommes de terre	+ 9,4	Combustibles liquides	- 17,6
Services postaux	+ 8,8	Gazole	- 9,3
Fruits de mer surgelés	+ 7,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 8,8
Poissons frais	+ 7,0	Sucre	- 8,1
Fruits secs et fruits à coque	+ 5,8	Appareils photo et caméras	- 7,3
Transport maritime de passagers	+ 5,5	Gaz	- 7,2
Centres de vac., camping, auberges de jeunesse et héberg. similaires	+ 5,4	Transport combiné de passagers	- 6,9
Forfaits touristiques	+ 5,4	Essence	- 6,7
Fruits frais	+ 5,4	Produits pharmaceutiques	- 4,9
Journaux et publications périodiques	+ 4,7	Transport aérien de passagers	- 4,0

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2015



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. Cet indice est la moyenne arithmétique des douze indices mensuels.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

	15/14	15/14	
Allemagne	0,2	Lettonie	0,4
Autriche	1,1	Lituanie	- 0,2
Belgique	1,5	Luxembourg	0,9
Chypre	- 0,6	Malte	1,3
Espagne	- 0,1	Pays-Bas	0,5
Estonie	- 0,2	Portugal	0,3
Finlande	- 0,2	Slovaquie	- 0,5
France	0,3	Slovénie	- 0,6
Grèce	0,4	Zone euro	0,2
Irlande	0,2	UE	0,2
Italie	0,1		

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.

Source : Eurostat.

Des données de cadrage européennes ou mondiales

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Des graphiques d'illustration